



COMMUNIQUE FIN DE CONFLIT SOCIAL

Les marches du 28 mars, à Cayenne et St Laurent, ont rassemblé plusieurs dizaines de milliers de manifestants réclamant, en unissant leurs voix, des moyens pour mettre fin au sous-développement endémique de la Guyane, pourtant département français depuis 1946. La population, ne supportant plus des conditions de vie similaires à un pays du tiers monde, s'est dressée pour exprimer sa colère, dénoncer l'abandon de l'Etat et exiger des mesures d'urgence.

Face à la détermination d'une population mobilisée de façon massive dans un respect mutuel, l'Etat français a été contraint de dépêcher des ministres récalcitrants pour négocier, début avril. Ces discussions ont débouché sur un plan d'urgence pour la Guyane, financé par l'Etat à hauteur de 1,086 milliard d'euros. Concernant l'Éducation, ces mesures devraient permettre la construction, sur 10 ans, d'écoles, collèges et lycées. Cependant la FSU Guyane estime qu'il manque au moins 250 millions d'euros pour rattraper le retard structurel et des dotations conséquentes pour scolariser dignement tous les jeunes. Malgré les multiples interventions de la FSU Guyane lors des AG pour séparer les objectifs à court, moyen et long terme, les négociateurs du pôle éducation ont persisté dans une stratégie vouée à l'échec. Les représentants de l'Etat, rompus à ce genre d'exercice, ont su profiter de cette faille pour réduire à la portion congrue la demande légitime de la population notamment dans sa partie éducative. Dans un même temps, via le pôle économique, le MEDEF a négocié des allègements fiscaux correspondant à plus de 2 milliards d'euros sur 10 ans !

Selon la FSU Guyane, certains responsables du collectif « Pou Lagwiyann Dékolé », pour faire monter les enchères, ont choisi délibérément d'inverser l'ordre des priorités et de coupler les demandes légitimes de la population à l'évolution statutaire. La FSU Guyane dénonce les manipulations de la parole publique, favorisées par une classe politique étrangement silencieuse, au profit de valeurs portées par la grande bourgeoisie locale dominante, asservie à la bourgeoisie nationale.

Les barrages se sont intensifiés dans la confusion, prenant en otage une population déjà contrainte dans ses mouvements, provoquant l'exaspération et la division d'une partie des citoyens mobilisés. Après 5 semaines de conflit, un protocole d'accord est enfin signé. Que contient-il ? 1,086 milliard d'euros (déjà acté le 2 avril), ainsi qu'une vague promesse de négociations pour inclure des dotations supplémentaires dans un futur plan de convergence (à l'appréciation du prochain gouvernement).

La FSU Guyane, impliquée depuis 25 ans dans la lutte contre les inégalités sociales et territoriales, alerte les services de l'État depuis des années, au sujet de cette situation préoccupante indigne de la République dans notre département à la démographie galopante. Dans le cadre de ses mandats, la FSU Guyane revendique des mesures d'urgence pour le désenclavement du territoire et le développement de services publics de qualité, accessibles à tous : santé, éducation, formation, culture, emploi, énergie, transport, communication, justice.

Les populations de Guyane n'ont pas été dupes, elles ont montré leur détermination et leur capacité à se lever pour défendre l'intérêt général et les services publics. Lors de ce conflit social inédit mais indispensable, la FSU a porté avec la population ses revendications, au niveau départemental et par le biais de ses représentants nationaux, à l'intérieur du collectif comme à l'extérieur.

La FSU sera force de propositions lors de l'élaboration du futur plan de convergence de la Guyane. Elle sera active, aussi bien au sein des comités de suivi qu'en mobilisant les collègues et la population dans l'intérêt collectif. La FSU continuera de lutter pour un réel développement de la Guyane, au service de l'ensemble de la population.

Le bureau de la FSU Guyane